

De l'inventaire à la conservation. Approche archéologique de la Seconde Guerre mondiale en Charente-Maritime et en Gironde

Théo AUBRY
Service d'Archéologie départementale de Charente-Maritime
theo.aubry@charente-maritime.fr

Quentin BARIL
Hadès Scop, Institut Ausonius
quentin.baril@hades-archeologie.com

avec la collaboration de Jérémy BONNENFANT
Service Archéologie de Bordeaux-Métropole

À la faveur de prospections thématiques, les vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Charente-Maritime et en Gironde font l'objet, depuis 2021, d'une recherche archéologique inédite qui leur confère un lien économique et militaire intemporel. Bien qu'originales sur ces territoires, ces études menées par des archéologues locaux ne sont pas singulières, au sens où elles s'inscrivent dans la continuité de travaux normands et franciliens, qui ont identifié et défini la thématique des conflits mondiaux depuis longtemps. L'intégration de la Seconde Guerre mondiale dans le champ de l'archéologie néo-aquitaine s'appuie, quant à elle, sur des fouilles préventives et programmées qui, à partir du milieu des années 2010, ont permis de saisir le potentiel patrimonial de ce conflit et de discerner le manque de connaissances techniques et scientifiques pour l'approcher spécifiquement. Un récent colloque sur les conflits contemporains, centré principalement sur la Nouvelle-Aquitaine et organisé à Bordeaux en octobre 2022, a permis d'exposer ces réflexions et ces nouveaux développements¹.

Après un premier état des lieux est donc née l'idée d'aborder ces traces par prospections-inventaires annuelles, dont l'objectif principal consiste à recenser systématiquement la matérialité utilisée ou détruite, dans le cadre large de ce conflit (1935-1949), et à alimenter un SIG combinant les données de terrain, archivistiques et historiques. Ce travail collectif visait à

¹ Quentin BARIL, Théo AUBRY et Alexis GORGUES (éd.), *Premières rencontres autour de l'archéologie des conflits contemporains en Nouvelle-Aquitaine. Actes du colloque de Bordeaux, 6-7 octobre 2022*, Bordeaux, Association française pour la recherche archéologique contemporaine, 2024.

dynamiser et à valoriser un patrimoine délaissé et méconnu, auquel l'archéologie, par ses méthodes, son approche et ses problématiques, apporte une documentation originale et un réel gain de connaissance.

Relégués au second plan dans l'histoire du conflit, ces deux départements littoraux ont pourtant été le théâtre d'une intense occupation, atteignant son paroxysme lors de la constitution de deux poches de résistance, et d'opérations militaires, qui restent vives dans la pensée collective locale. Ce poids mémoriel est presque exclusivement entretenu par un tissu associatif s'appuyant sur une matérialité toujours aussi prégnante dans le paysage, particulièrement dans le secteur de l'estuaire de la Gironde. La patrimonialisation des sites par ce biais induit de fait une polarisation des sujets, essentiellement tournés vers le mur de l'Atlantique, que l'approche archéologique doit réussir à dépasser pour répondre aux nombreux enjeux scientifiques, sans pour autant s'opposer aux initiatives locales.

En effet, si l'archéologie offre un cadre de sauvegarde, son action ne peut être isolée lorsque la conservation comprend la valorisation et la protection des vestiges. Ainsi, la volonté et l'investissement du ministère de la Culture dans la recherche sur ce patrimoine ne se limitent pas à l'inventaire et à la cartographie de ces vestiges. Il offre également des clés d'accessibilité et de compréhension menant à une politique de conservation globale de ces traces, soumises à différentes modalités de disparition.

UN THÉÂTRE D'OCCUPATION ET D'OPÉRATIONS MILITAIRES SOUS-ESTIMÉ

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans ces deux départements néo-aquitains est souvent ramenée aux épisodes du printemps 1945, où les troupes françaises nouvellement constituées libèrent les secteurs de l'estuaire de la Gironde et de La Rochelle. Ces événements limités dans le temps n'ont laissé que peu de vestiges dans le paysage, entraînant un déséquilibre entre aspect mémoriel et traces matérielles. Prendre en compte, comme objet d'étude, l'ensemble des vestiges concernant ce conflit implique certes de prendre en compte la prédominance des ouvrages construits par les troupes allemandes, mais surtout d'élargir l'inventaire aux faits et sites plus discrets, résultants d'un contexte historique échelonné sur près d'une dizaine d'années.

Alors que l'invasion de la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, suivie de la mobilisation générale le lendemain, sonnent le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, la France s'est positionnée depuis plusieurs années dans une stratégie de défense et de protection de son territoire et de sa population.

Avec l'expérience de la Première Guerre mondiale, le développement de l'aviation militaire et les progrès techniques dans divers domaines, comme la marine ou les moyens de communication, les autorités françaises ont fondé leur stratégie sur la défensive, dont la ligne Maginot est l'élément emblématique et essentiel. La construction débuta en 1928 et s'échelonna jusqu'au printemps 1940. Parallèlement à la mise en place de cette ligne de défense frontalière, certaines batteries et forts côtiers sont modernisés dans le but de protéger les principaux ports français. Ainsi, certaines régions côtières, comme l'île de Ré et l'estuaire de la Gironde, sont dotées de canons plus modernes, à la veille de la Seconde Guerre mondiale. De nouvelles

batteries sont construites entre 1939 et 1940, comme à Sainte-Marie-de-Ré, où le béton armé était déjà massivement employé pour défendre le littoral. En cas de mobilisation et de guerre, le rôle des ports, comme ceux de Bordeaux ou de La Rochelle, était crucial dans l'approvisionnement de l'armée. La preuve en est qu'au printemps 1940, l'activité y est importante par le débarquement de fournitures et de ravitaillements pour les troupes, de matériel provenant des États-Unis ou d'Australie, mais également par l'arrivée de troupes coloniales. Dans les villes, la préparation à un conflit se matérialise essentiellement par la mise en place des mesures de défense passive. Prenant la forme de lois et de décrets à partir de 1935, ces mesures doivent permettre d'alerter, de préparer des zones de repli en cas de bombardement et d'incendie, et d'assurer la protection des populations à l'intérieur d'abris (cave, tranchée, abri bétonné, cavité). Des réseaux de tranchées-abris sont ainsi mis en place sur les allées, les places et les différents espaces disponibles, comme aux Quinconces à Bordeaux ou encore au cœur du complexe industriel de l'arsenal de Rochefort.



Figure n° 1 : Poste et cuve de télémétrie de la batterie française à Sainte-Marie-de-Ré située sur l'île de Ré (17), © Dép.17

Éloignées des premiers combats de mai 1940, la Charente-Maritime et la Gironde sont néanmoins directement impliquées dans les événements du printemps. L'accueil des premiers réfugiés, débuté dès septembre 1939, mais s'est accéléré au milieu de l'année 1940. Les populations arrivées de l'est de la France sont réparties dans les villes et villages. L'invasion allemande de mai 1940 apporte rapidement son flot de réfugiés belges, nordistes, luxembourgeois ou encore parisiens sur la côte atlantique. Devant l'avancée ennemie, le gouvernement français se replie le 14 juin vers Bordeaux. Les premières incursions de sous-

marins allemands à l'embouchure de la Gironde, les bombardements sur le port de La Rochelle à La Pallice et les largages de mines au large des côtes marquent l'approche de l'armée d'invasion. Entre le 15 et le 25 juin 1940, les troupes allemandes prennent progressivement place dans l'Ouest de la France, franchissant la Loire et avançant jusqu'au sud de la Charente-Maritime, sur une ligne Royan-Saintes-Cognac-Angoulême. L'entrée en vigueur de l'armistice le 25 juin conduit à la capture de plusieurs milliers de soldats français se trouvant dans les deux départements, obligeant les Allemands à organiser rapidement des camps de prisonniers de guerre. Parfois improvisés, comme à La Jarne ou encore à Surgères, ces espaces d'internement perdurèrent parfois pendant toute la durée de la guerre.

La défaite conduit à un démantèlement administratif et financier de la France par les autorités allemandes. La mise en place d'une « zone occupée » est le symbole de l'acceptation de cette défaite militaire. Bordeaux devient le district militaire de la Gironde et de la Charente-Maritime, dont une large bande côtière, incluant les îles charentaises, est interdite d'accès et soumise à un important contrôle de la part de l'occupant. Les ports, les casernes, les industries, les administrations, les ouvrages militaires et publics sont dirigés par les troupes allemandes dès l'été 1940. En 1941, les ports de Bordeaux et de La Rochelle sont dotés de bases de sous-marins dans le but de poursuivre la guerre contre l'Angleterre, puis contre les États-Unis. Cette stratégie implique la mise en défense d'un large secteur autour de ces deux édifices, comptant parmi les constructions les plus importantes de l'armée allemande sur les côtes françaises et en Europe. À partir de la fin de l'année 1941 et l'été 1942, sa stratégie offensive mute progressivement vers une défense du territoire conquis, par la construction de la ligne de fortification du mur de l'Atlantique. Plusieurs milliers d'ouvrages doivent être construits afin de protéger les côtes d'un possible débarquement de troupes ennemies. En 1943 et 1944, le rythme des constructions s'accélère et mobilise des moyens techniques et économiques considérables. Des obstacles sont dressés sur les plages, les canons sont protégés sous des abris en béton et des bunkers doivent abriter le matériel, les munitions et les soldats. Autour de Royan, de la pointe de Grave et de La Rochelle, de solides lignes de défense terrestre sont construites, délimitées parfois par de larges fossés antichars et formants de véritables forteresses à l'intérieur desquelles les troupes allemandes se replieront à la fin de l'été 1944.

Dans une France libérée, plusieurs forteresses allemandes résistent, parfois farouchement, jusqu'au printemps 1945. Souvent occultée par le Débarquement allié en Normandie, l'histoire de ces poches de résistance sur le territoire français est un sujet complexe, mêlant la stratégie allemande de blocage des principaux ports du littoral français, les groupes de résistance, les décisions du haut commandement allié et les problèmes de légitimité des forces françaises. Menacés sur l'ensemble du front de l'Ouest à la fin de l'été 1944, les Allemands verrouillent progressivement la dizaine de réduits de la façade atlantique et s'enferment derrière leurs lignes fortifiées. Parallèlement, les décisions stratégiques des Alliés relèguent l'attaque et la libération de ces forteresses au second plan, poursuivant ainsi l'objectif prioritaire d'atteindre le cœur du *Reich*. Sur le territoire de la 1^{re} Armée (AOK1), deux secteurs sont concernés : l'embouchure de la Gironde, englobant la pointe du Médoc et Royan, et La Rochelle

comprenant son port de La Pallice et les îles de Ré et d'Oléron². Autour de ces villes côtières, des lignes de front s'établissent, dès la fin du mois d'août 1944, entre les unités allemandes résistantes et l'armée nouvelle de la Libération, elle-même appuyée par de rares troupes et canons alliés. Devant Royan, la pointe de Grave et La Rochelle, les Forces Françaises de l'Intérieur sont les seules à maintenir le siège, les Alliés n'ayant pas prévu d'envoyer des forces pour soutenir les combattants français sur ce vaste secteur, qui englobe aussi bien l'estuaire de la Gironde que les îles charentaises.

Ces huit mois de guerre supplémentaires sur les fronts de Gironde et de Charente-Maritime constituent une histoire singulière, exploitée essentiellement par les historiens d'après-guerre dans la construction d'un récit de la Libération. Alors que par le passé ils étaient étudiés exclusivement sous cet angle, ces fronts des dernières forteresses allemandes sont au cœur des recherches archéologiques menées récemment en Gironde et en Charente-Maritime.

La particularité de la poche de l'estuaire de la Gironde réside dans le fait qu'elle se divise en deux ensembles, qui en contrôlent l'embouchure et l'accès au port de Bordeaux. La rive nord, en Charente-Maritime, comprend un retranchement délimité par une ligne fortifiée de Pontailiac à la pointe de Suzac, enserrant la ville de Royan et passant par les hauteurs de Vaux-sur-Mer, Jaffe et Médis. À la fin de l'année 1944, les lignes défensives avancées fixent un territoire bien plus vaste. Elles incluent la presqu'île d'Arvert, longent la Seudre et se rattachent à l'estuaire à Meschers-sur-Gironde. La rive sud, en Gironde, est défendue par un fossé antichar qui ferme la pointe de Grave du port de Neyran au sud de Soulac-sur-Mer, tandis que les plages littorales sont lourdement défendues par des batteries côtières, des champs de mines et des obstacles. Les défenses avancées allemandes de 1944 prolongent ce dispositif du nord de Montalivet au port de Saint-Vivien-de-Médoc, en passant par le sud de Vensac.

Le secteur de La Rochelle, qui englobe l'île de Ré et l'île d'Oléron, est une vaste zone terrestre et maritime centrée autour du site de La Pallice, situé au nord de la ville. La base de sous-marins de La Rochelle occupe une surface de près de quatre hectares et dispose de son propre système de défense. Une autre particularité du secteur de La Rochelle réside dans l'importance de sa ligne de fortification terrestre, entièrement établie par les Allemands, où les ouvrages bétonnés sont plus nombreux que sur le front de mer. Malgré plusieurs batailles, les discussions entre le *Vizeadmiral Ernst Schirlitz*, commandant de la forteresse de La Rochelle, et le capitaine de frégate Hubert Mayer, sont maintenues jusqu'en mai 1945. En octobre 1944, ces échanges permettent de définir une ligne de démarcation entre les deux camps et de garantir la préservation de la vieille ville et des installations portuaires³.

Autour de ces deux poches, une véritable guerre de position s'installe. Immobilisées face à l'embouchure de la Gironde et La Rochelle, les troupes françaises prennent positions sur les flancs des postes avancés et points d'appui allemands. Des tranchées discontinues sont creusées

² Rémy DESQUESNES, *Les poches de résistance allemande sur le littoral français, août 1944-mai 1945*, Rennes, Ouest-France, 2017, p. 70-83.

³ Stéphane SIMONNET, *Forteresses allemandes dans la France libérée, une histoire illustrée*, Paris, Allary éditions, 2025.

et des abris sommaires sont aménagés pour se protéger de l'artillerie adverse. En l'absence de moyens suffisants, la stratégie est, dans un premier temps de contenir les Allemands dans leurs forteresses. La reconquête du littoral atlantique devient cependant une priorité pour le général de Gaulle, faisant de la prise de Royan un objectif d'affirmation militaire et politique. La première cible est donc la poche de Royan, jugée comme celle pouvant garantir un succès immédiat. L'assaut est prévu pour la fin du mois de novembre 1944, avant d'être repoussé une première fois au 10 décembre 1945. Le contexte sur le front des Ardennes oblige à nouveau la suspension de l'opération. Seule la phase de bombardement aérien est maintenue, rasant entièrement la ville en janvier 1945. Les défenses allemandes sont faiblement atteintes et l'offensive terrestre, censée suivre pour la conquête du terrain, n'a pas lieu. Malgré ce coup dur pour l'armée nouvelle, la libération de Royan doit être la première victoire française. Il faut cependant attendre près de quatre mois pour déclencher l'assaut terrestre. Du 14 au 18 avril 1945, les deux camps s'affrontent violemment jusqu'à la réédition des dernières troupes allemandes retranchées dans le réduit de la forêt de La Coubre. Simultanément à celui lancé à Royan, l'assaut sur la pointe de Grave doit permettre de libérer les deux rives de la Gironde. Il faut pourtant près de six jours pour s'emparer de l'intégralité de la poche du Médoc et obtenir la réédition de l'intégralité de la *Festung Gironde*⁴.



Figure n° 2 : Levé LiDAR illustrant de nombreux impacts de bombardements dans le secteur du fossé antichar au sud de Soulac-sur-Mer (33), témoignant de la dureté des combats, © Q. Baril et E. Dellong

⁴ Stéphane WEISS, *Paroles des fronts oubliés Médoc – Royan – La Rochelle 1944-1945*, Bordeaux, éd. Sud-Ouest, 2024.

Les combats se poursuivent en direction de la poche de La Rochelle. Le troisième assaut est tourné vers l'île d'Oléron, un territoire dominant l'estuaire de la Gironde et l'entrée des pertuis menant à La Rochelle. L'opération débute par une phase de débarquement, menée à l'aide de chaloupes et de barges réquisitionnées, mais également de bateaux de débarquement prêtés par l'armée américaine. Après deux jours de combats parfaitement coordonnés, les dernières forces allemandes se rendent le 1^{er} mai 1945 à Saint-Pierre-d'Oléron.



Figure n° 3 : Photographie prise entre Marennes-Hiers-Brouage et l'île d'Oléron lors de « l'opération Jupiter », débarquement maritime lancé le 30 avril 1945, © Collection particulière

La prise de l'île d'Oléron marque la reprise des négociations entre les troupes françaises et les Allemands concernant la libération de l'ensemble du secteur de La Rochelle. Le cas de la poche de La Rochelle est singulier, puisqu'aucun assaut violent n'est envisagé dans le but d'épargner la ville. Cela ne signifie pas pour autant l'absence de combats pendant les huit mois de siège. Les Allemands mèneront plusieurs raids derrière les lignes françaises dans le but de se ravitailler en vivres, en matières premières et en matériels. Le 7 mai 1945, l'annonce de la capitulation du *III^e Reich* précipite la libération de la ville et de l'île de Ré. Le 8 mai, les premiers blindés français arrivent sur le port de La Rochelle dans la matinée. Après la possession de la base de La Pallice par les Français, l'amiral Schirlitz se constitue prisonnier. La reddition du bastion allemand de l'île de Ré s'effectue le 9 mai 1945, après le débarquement des combattants français à Saint-Martin-de-Ré.

La stratégie des forteresses est certes parvenue à préserver jusqu'en mai 1945 certains secteurs, comme l'estuaire de la Gironde et La Rochelle, mais n'a pas permis d'amputer significativement les capacités militaires des Alliés. Ces sièges, accompagnés par des phases de reconquête, ont principalement servi à réorganiser une armée française et, en même temps, de repousser de quelques mois la captivité de milliers de soldats allemands (Figure n°4 en annexe).

DES CONNAISSANCES DISPARATES D'UN DÉPARTEMENT À L'AUTRE

Les vestiges matériels et immobiliers de la Seconde Guerre mondiale sont considérés comme des sources à part entière depuis peu en Nouvelle-Aquitaine. L'essor des recherches sur la thématique des conflits mondiaux est néanmoins inégal d'un département à l'autre. La demande de connaissances de la part des archéologues locaux est croissante depuis 2021, bénéficiant d'un contexte mémoriel favorable et d'une prise de conscience de l'urgence de développer un regard scientifique sur ce patrimoine.

Dans la plus grande région de France, le département de la Charente-Maritime fait figure d'exemple pour les recherches archéologiques menées sur les vestiges des conflits contemporains, et en particulier ceux concernant la Seconde Guerre mondiale.

Comme ailleurs sur le territoire français, ce champ de la recherche est longtemps resté le terrain d'action de passionnés, tournés essentiellement vers la collecte de reliques et la recherche des ouvrages bétonnés du mur de l'Atlantique. Tandis que la collecte des objets issus de ce conflit participe activement à la disparition irrémédiable d'informations, l'approche rigoureuse de certains amateurs d'histoire militaire contribue aujourd'hui à constituer une documentation solide pour l'étude du patrimoine bâti. En Charente-Maritime, le travail mené par les archéologues vise à préserver et à pérenniser les recherches de plusieurs passionnés, collectant depuis plusieurs décennies des données précieuses, inédites et concernant parfois des ensembles disparus. Cette démarche, mise en place progressivement depuis 2021, vise à effectuer une sélection et un tri de ces informations, tout en s'appuyant localement sur des collaborateurs fiables.

En parallèle, les archéologues du Service d'archéologie départementale (SAD) ont progressivement développé un outil informatique pouvant regrouper l'ensemble des données scientifiques, collectées à la fois auprès des amateurs, issues des recherches internes, des recherches réalisées dans le cadre d'opérations archéologiques ou encore des recherches universitaires.

Cet important travail de collecte et de constitution d'une base de données, dédiées exclusivement aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale, a permis une réelle prise de conscience du potentiel de recherches, structuré autour de l'enjeu mémoriel, patrimonial et scientifique propre au contexte départemental. S'appuyant sur l'expérience du programme collectif de recherche mis en œuvre sur le territoire normand par la DRAC de Normandie, l'Inrap, le CNRS, l'Université de Caen et les collectivités territoriales, le service de Charente-Maritime a su structurer ces recherches en recensant les traces matérielles, les vestiges immobiliers, les éléments visibles et disparus afin de définir des secteurs où ces vestiges peuvent être particulièrement abondants ou menacés⁵. En Nouvelle-Aquitaine, assistés par les agents du SRA, les archéologues ont construit un thesaurus et un glossaire évolutifs, intégrant aussi bien les ouvrages massifs du mur de l'Atlantique, les sites de crash d'avion, les traces de

⁵ Cyrille BILLARD, « Que reste-t-il des vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Normandie ? », in *Études Normandes. 80 ans après, sur les traces du Débarquement*, n° 30, juin-août 2024, p. 12-17.

bombardement, les graffitis laissés par les combattants ou encore les camps de prisonniers de guerre. Cette base de données, hébergée par le service de Charente-Maritime, regroupe en juillet 2025 près de 2 983 entrées. Ce travail vise à inventorier de manière exhaustive les vestiges, chaque entité repérée possédant un numéro d'inventaire unique. Ces entités peuvent être isolées ou regroupées sous la désignation de site archéologique lorsqu'une cohérence historique ou géographique peut être distinguée (position du mur de l'Atlantique, camp de prisonniers...). La documentation historique et de terrain associée à chaque entité peut être regroupée et consultée, accompagnée d'une identification, d'une localisation et d'une description. L'objectif principal de ce travail est de hiérarchiser l'intérêt scientifique et patrimonial de ces vestiges, dont la gestion dépend pleinement du contexte (risque lié à l'érosion, aménagement du territoire ou mesures de protection)⁶.

Plusieurs opérations archéologiques préventives sont également venues guider ces recherches. Parfois effectuées avant 2021, ces opérations essentiellement menées dans le secteur de Royan et de La Rochelle ont grandement participé à la légitimation de ce champ d'études. Une première fouille préventive réalisée en 2014 en périphérie de Royan a mis en évidence l'apport de l'archéologie dans la compréhension des sites défensifs construits par l'armée allemande lors du conflit⁷. Malgré une étude partielle des structures contemporaines découvertes, l'approche méthodologique a contribué à documenter un point d'appui antichar pour lequel la documentation historique est, encore aujourd'hui, très limitée. Constituée essentiellement de structures fossoyées et de rares aménagements bétonnés, cette position reste à l'heure actuelle un modèle régional très particulier dans la diversité de constructions rencontrées, illustrant le caractère hétéroclite des défenses allemandes mises en place dans ce genre de contexte. En 2019, une seconde opération archéologique a révélé la présence de positions similaires dans le secteur de la poche de La Rochelle⁸. Aménagée pour seconder des points d'appui côtiers et faire face aux tranchées françaises, cette position s'articule uniquement autour d'aménagements en bois et en terre, et semble être établie dans les derniers mois du conflit. La confrontation entre les rares archives et les données de terrain a mis en avant une connaissance lacunaire de ces positions non-bétonnées, et dont l'étude par l'archéologie semble être le seul moyen de compléter les connaissances sur ces lignes de défenses charentaises.

À partir de 2020, le rythme des opérations révélant des vestiges liés à la Seconde Guerre mondiale en Charente-Maritime s'est considérablement accéléré. Sur 26 opérations archéologiques ayant mis au jour des vestiges de ce conflit, 11 ont été réalisées dans le secteur de Royan, démontrant une concentration en divers endroits de la ville et permettant d'aborder des thématiques et problématiques inédites pour la région. Une fouille préventive a eu lieu en 2022 sur une importante position fortifiée allemande, dont les résultats ont fait ressortir la

⁶ Théo AUBRY, « L'archéologie préventive confrontée aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale. L'exemple de la Charente-Maritime », in Q. BARIL, T. AUBRY et A. GORGUES (éd.), *Premières rencontres...*, *op. cit.*, p. 15-26.

⁷ Elise SARRAZIN et Édouard VEAU, « Vaux-sur-Mer et Châtelailon-Plage (Charente-Maritime). Premiers pas dans l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale en Charente-Maritime dans le cadre d'opérations préventives », in *Ibid.*, p. 192-206.

⁸ *Ibidem.*

complexité de ce type de position, s'articulant autour d'ouvrages massifs en béton, de tranchées, trous de combat et réseaux techniques (électricité, gestion des eaux ou moyen de communication). Les secteurs de La Rochelle et de l'île de Ré ont également fait l'objet de recherches archéologiques ces dernières années. Depuis 2020, neuf opérations ont permis de découvrir et d'étudier directement des vestiges liés à la Seconde Guerre mondiale. Alimentées par des découvertes fortuites et par des travaux universitaires, les recherches se sont considérablement enrichies pour ce secteur, notamment sur la typologie des ouvrages bétonnés et sur leur adaptation à un paysage complexe, oscillant entre quartiers résidentiels, littoral, marais et absence de relief significatif.



Figure n°5 : Plusieurs bunkers et structures datant de la Seconde Guerre mondiale étudiés dans le secteur de Royan, © Dép.17

En Gironde, à la différence de la Charente-Maritime, le bilan des découvertes liées à la Seconde Guerre mondiale est pour le moins tenu avant 2021. Ce constat tient tout autant à la difficulté de les identifier en tant que telle qu'au manque d'intérêt – pour ne pas dire de considération – que ces vestiges ont suscité jusqu'à très récemment.

Il faut remonter à 1987 pour voir apparaître la première mention de vestiges archéologiques de conflits mondiaux dans un rapport scientifique. En effet, c'est lors d'une

prospection sous-marine dans le lac de Cazaux qu'est signalée la découverte d'un junker 52, avion de transport allemand datant de la Seconde Guerre mondiale⁹. Une autre découverte sous-marine est à noter en 1995, dans le lac d'Hourtin, à l'occasion d'une prospection ciblant précisément la recherche d'hydravions français sabotés à la veille de l'armistice de juin 1940¹⁰. Plusieurs autres opérations archéologiques sous-marines programmées ont été réalisées spécifiquement sur les ouvrages bétonnés engloutis dans le secteur du bassin d'Arcachon entre 2011 et 2015. Ces cinq campagnes de recherche, sous la direction de Marc Mentel, ont fait l'objet d'une récente publication monographique¹¹.

Avant 2021, seule une opération archéologique préventive a ciblé spécifiquement des vestiges en lien avec les conflits mondiaux dans le département girondin. Il s'agit d'un diagnostic sur un ouvrage bétonné en lien avec le Mur de l'Atlantique, à Lège-Cap Ferret en 2016¹². En outre, rares sont les vestiges relatifs aux conflits mondiaux qui ont été recensés – et étudiés – lors d'opérations préventives, sans que ces traces soient attendues. Seuls les vestiges d'une tranchée de défense passive, mis au jour en 2016 lors de la fouille préventive de l'occupation médiévale de la rue de Beauvallon à Sauveterre-de-Guyenne, sont à signaler¹³.

Le constat concernant la documentation archéologique sur les vestiges de la Seconde Guerre mondiale au sein de la métropole bordelaise est similaire à celui que l'on peut faire à l'échelle du département. Seuls deux rapports archéologiques recensent des vestiges, en lien direct ou indirect, avec ce conflit¹⁴, et ce, malgré une activité archéologique intense depuis le début des années 2000. En 2001, à l'occasion de travaux d'aménagement à Bassens, au lieu-dit La Croix de l'Île, un archéologue bénévole signale la présence de fragments de planchers pouvant être en lien avec un abri antiaérien à proximité d'une batterie de défense contre avions sur le site. En 2016, une fouille archéologique préventive sur la place André Meunier à Bordeaux révèle les restes d'un encuvement bétonné d'une batterie *Flak* allemande et de plusieurs fossés défensifs, sans doute antichars, à proximité de la gare Saint-Jean.

L'historique des opérations archéologiques recensant des vestiges de cette période est plus ténu en Gironde qu'en Charente-Maritime, bien que la dynamique soit croissante grâce à l'apport des prospections thématiques entamées en 2021.

⁹ Une prospection archéologique sous-marine dans la zone girondine du lac de Cazaux (Gironde) dirigée par Jean-Luc Saugueret en 1987.

¹⁰ Une prospection archéologique sous-marine dans le lac d'Hourtin (Gironde) dirigée par Henri-Daniel Liszkowski.

¹¹ Marc MENTEL (dir.), *Les blockhaus engloutis des Gaillounays*, La Teste-de-Buch, GRAMASA, 2023.

¹² Opération archéologique préventive dirigée par Antoine Le Boulaire rue des Grèbes à Lège-Cap Ferret en 2016.

¹³ Q. BARIL et Nicolas SAMUELIAN, « Des vestiges archéologiques d'un nouveau type : les tranchées-abris du programme de défense passive. Les exemples d'Olonne-sur-Mer (Vendée), Nanterre (Hauts-de-Seine) et Sauveterre-de-Guyenne (Gironde) », *Revue d'archéologie contemporaine*, 2, 2023, p. 145-158.

¹⁴ Un rapport de prospection de Didier Bourgeois en 2001 au lieu-dit La Croix de l'île à Bassens (Gironde) et un rapport de fouille archéologique préventive de David Hourcade sur la place André Meunier à Bordeaux (Gironde) en 2019.

APPROCHE DES PROSPECTIONS-INVENTAIRES : UN CONSTAT DES MATÉRIALITÉS

Après quatre années de collecte d'archives et de prospection-inventaire, le travail engagé se confronte à l'ampleur des vestiges à décrire et à cartographier. La méthodologie, mêlant à la fois l'histoire et les différents aspects de l'archéologie, est régulièrement ajustée du fait de l'échelle du terrain investigué, mais aussi de la nature variée des vestiges rencontrés. Des spécificités locales apparaissent, tout en confortant certaines observations effectuées dans d'autres régions. La constitution d'une unique base de données, regroupant les départements de la Gironde et de la Charente-Maritime, sera prochainement conçue afin de proposer une vision d'ensemble de ce patrimoine.

La méthodologie des prospections thématiques, menées en Charente-Maritime et en Gironde depuis 2021, repose sur deux principes complémentaires, impliquant nécessairement des investigations de terrain. Il s'agit, premièrement, d'œuvrer à l'identification des vestiges en constituant une base de données la plus exhaustive possible afin de faciliter les recherches sur les différents sujets abordés. Cette dernière est nourrie d'informations de nature variée pour chaque entité, tant générales (numéro, localisation, origine de la donnée) qu'intrinsèques (identification, description, typologie). Grâce au recueil de multiples sources – archéologique, historique, iconographique –, l'inventaire prend en compte l'ensemble des traces et des matérialités, qu'elles soient visibles ou non, allant de la simple inscription aux imposants ouvrages en béton.

Il est acquis que le principal écueil, propre à tout travail de recensement, est le thesaurus. Dans le cas présent, sa construction doit être rigoureuse tout en laissant une part de souplesse dans sa réalisation pour conserver un juste milieu entre précision de l'information et classification typologique. Il se décline ainsi en plusieurs types d'unité d'enregistrement (UE), regroupant plusieurs identifications, qui sont autant de cas de figure rencontrés au fil des années de prospections, et complétés par des données d'ordre typologique. Il faut noter que ce vocabulaire provient majoritairement de la typologie militaire allemande, en raison du caractère prépondérant des vestiges du mur de l'Atlantique sur les littoraux charentais et girondin, bien que d'autres thématiques apportent leur lot de dénominations spécialisées, par exemple la défense passive.

Le second principe méthodologique consiste à intégrer cette base de données à un système d'information géographique (SIG), qui joue un rôle central dans l'organisation et la structuration de l'information archéologique et historique. Il permet de croiser un grand nombre de données et d'outils tout en créant, petit à petit, une cartographie du patrimoine de la Seconde Guerre mondiale. Chaque renseignement propre à une entité est récapitulé sous forme de fiche, à laquelle peuvent être associées des illustrations ou des références bibliographiques ou d'archives. En outre, cet outil dépasse le simple pointage de vestiges, car il offre la possibilité d'aborder chaque entité au prisme de thématiques ou au sein d'ensembles géographiques, permettant ainsi de fournir un support de recherche fiable et de favoriser la structuration de problématiques scientifiques pertinentes à leur étude.

Ces principes méthodologiques, élaborés au début des années 2020, ont été mis en application en premier lieu dans le département de Charente-Maritime et éprouvés durant

deux campagnes de prospections thématiques sur l'intégralité de l'île de Ré (2021 et 2022)¹⁵. Depuis 2023, l'inventaire s'est étendu à l'ensemble du territoire charentais, tandis que débutait celui en Gironde, se concentrant sur la métropole bordelaise et l'estuaire de la Gironde¹⁶. Au fil des années, l'architecture de la base de données et du SIG a évolué afin de répondre aux attentes initiales des projets et aboutir, depuis 2021, au recensement, à la description et au géoréférencement de plus de 3600 entités dans ces deux départements, dont une grande majorité en Charente-Maritime (Figure n°6 en annexe)¹⁷.

Les inventaires dressés par les archéologues en Charente-Maritime et en Gironde prennent aujourd'hui en compte tous les types de vestiges liés à la Seconde Guerre mondiale, dépassant le cadre monumental du mur de l'Atlantique.

Comme en témoigne la bibliographie, le mur de l'Atlantique est un polarisateur d'intérêt pour les archéologues au sens où sa matérialité est considérable et encore très tangible. En France, les archéologues se sont approprié, lors de la dernière décennie, ce sujet d'étude dont l'approche scientifique a été développée et maîtrisée au fil de multiples opérations, notamment préventives. D'abord monumentale, l'analyse archéologique a dépassé la simple typologie militaire pour aborder de nouvelles problématiques grâce à la prise en compte d'éléments remarquables (mobilier, inscriptions, adaptations) souvent relégués au second plan lorsqu'elles ne sont pas absentes¹⁸.

Leur nombre et leur aspect monumental ne constituent pourtant que la partie visible des aménagements attribués à cette période. L'intérêt des acteurs du patrimoine, fixé sur les constructions du littoral, amène également à négliger les différentes échelles de cette ligne de défense qui s'organise en profondeur dans le territoire. Le travail a débuté par la récupération des différents inventaires menés précédemment, permettant à la fois d'acquérir des données connues, parfois disparues, mais aussi de prendre la mesure de l'aspect restreint des vestiges inventoriés. L'élargissement de l'approche à l'ensemble des aménagements logistique, technique et énergétique en lien avec le mur de l'Atlantique et les réduits allemands permet une représentation la plus fidèle du système de fortification. La prise en compte des ouvrages standardisés, des obstacles de plage et des aménagements maçonnés non-normalisés ouvre, en outre, la réflexion à des structures et vestiges répondant à des logiques différentes.

¹⁵ T. AUBRY, « L'archéologie préventive confrontée aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale », *art. cit.*, p. 15-26 (ici p. 6)

¹⁶ Q. BARIL et J. BONNENFANT, « Bilan de deux années de prospections thématiques sur les vestiges des Guerres mondiales sur la métropole bordelaise et l'estuaire de la Gironde [communication] », in François CAPRON *et al.* (dir.), *Archéologie des conflits contemporains en région Île-de-France et Centre-Val de Loire*, 25 mars 2025, Médiathèque du patrimoine et de la photographie (Charenton-le-Pont) [En ligne : <https://doi.org/10.34692/c8kk-2r38>].

¹⁷ Décompte au 1^{er} juillet 2025 ; 742 entités en Gironde et 2 983 entités en Charente-Maritime.

¹⁸ Antoine LE BOULAIRE, « L'archéologie du Mur de l'Atlantique en Pays de la Loire. Le secteur de Saint-Nazaire, Loire-Atlantique », *Revue d'archéologie contemporaine*, 1, 2021, p. 43-58 ; Benoît LABBEY, « Enjeux et apports de l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale. Quelques exemples récents en Normandie », in Q. BARIL, T. AUBRY et A. GORGUES (éd.), *Premières rencontres...*, *op. cit.*, p. 27-39.



Figure n°7 : Fresque conservée dans un abri allemand dans le secteur de La Rochelle, © SAD17

Différentes recherches archéologiques et universitaires ont mis en évidence la part importante de structures en creux au sein de certains sites. Ces aménagements, dont la fonction peut être variée, sont souvent construits pendant une période relativement courte, parfois dans l'urgence et dans un contexte de pénurie de matériaux. Cette lecture par l'archéologie des sites de la Seconde Guerre mondiale a fait prendre conscience de l'importance de s'éloigner d'une image monumentale de ces vestiges. Justifiant d'autant plus l'apport de l'archéologie à la compréhension des événements de ce conflit, l'étude de ces structures vient compléter une documentation extrêmement lacunaire. Alors que des manuels d'instruction regroupent la manière de construire des édifices dits « de campagne », leur application sur le terrain est rarement révélée. Cela s'explique à la fois par la difficulté de repérer, pour un archéologue non-initié, les traces de ces structures sur le terrain, mais également par leur présence dans des secteurs où les vestiges « monumentaux » sont absents. Plusieurs cas charentais et girondins sont progressivement mis en évidence depuis quelques années. Il est possible de rencontrer ce type de structures directement au sein des positions fortifiées, où elles participaient à la circulation entre les ouvrages bétonnés ou assuraient encore leur défense rapprochée. Il peut également s'agir de positions uniquement constituées de ce type de structures légères, regroupant plusieurs dizaines de fosses de combat, abris en tôle et tranchées de combat. Le cas des lignes françaises est aujourd'hui le plus complexe à aborder, puisqu'en dehors des prospections-inventaires menées en Charente-Maritime qui permettent de localiser certains secteurs, aucune opération archéologique n'a encore été menée dans ce type de contexte. La quasi-totalité des connaissances sur ces lignes de défense françaises provient de l'étude des rares photographies disponibles. Le potentiel de recherche semble cependant riche et prometteur

dans la mesure où ces positions s'apparentent au front constitué lors de la Première Guerre mondiale. Lignes de tranchées, boyaux de communication, abris semi-enterrés et positions de combat aménagées en rondins et en terre structurent ces positions, aujourd'hui invisibilisées par la remise en culture des terrains (Figure n°8 en annexe).



Figure n°9 : photographie aérienne prise en juillet 1945 au nord de Cozes et de la voie ferrée Saujon-Cozes. On distingue parfaitement trois Croix de Lorraine en lisière d'un bois et près d'une ferme, mais également, plus au nord, de nombreux cratères d'obus ou de bombes, © IGNF_PVA_1-0__1945-07-08__C0615-0931_1945_FRANCESUD-OUEST8083_0013

Tandis que les fortifications bétonnées allemandes, éloignées de l'érosion de l'océan, ont mieux résisté au temps, les camps de prisonniers de guerre, les sites de crash d'avion, les traces de la défense passive ou autres vestiges plus discrets ont progressivement été effacés du paysage et des mémoires.

Les archéologues, régulièrement confrontés aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale, participent, aux côtés des historiens et des gestionnaires patrimoniaux, à la transmission de ces événements. Au milieu d'un cratère d'obus, d'une tranchée ensevelie par une explosion, d'une sépulture provisoire oubliée ou encore d'une épave d'avion profondément enfouie, des restes humains peuvent encore être exhumés par les archéologues. Malgré un travail de mémoire mis en place dès la fin de la guerre, avec la recherche et le regroupement des sépultures au sein d'espaces mémoriaux, une réalité subsiste : de nombreux corps de soldats, toutes nationalités confondues, n'ont pas été retrouvés. Identifier ces personnes nécessite des conditions particulières et des moyens parfois sophistiqués, pour lesquels le savoir-faire des archéologues et des anthropologues est indispensable. En Charente-Maritime, plusieurs

exemples récents sur l'île d'Oléron ou dans le secteur de Saintes illustrent la présence dans le sol de ces disparus de guerre et de l'attention mémorielle particulière à apporter à ces dépouilles. Toutefois, ces découvertes proviennent essentiellement d'interventions illégales et menées sans autorisation, violant ainsi l'intégrité de ces sépultures de guerre et ruinant, par l'absence d'une intervention méthodique, les chances d'identifier ces soldats.

Stèles, tombes militaires situées dans les cimetières civils, nécropoles nationales, plaques et monuments commémoratifs sont progressivement inventoriés par les archéologues. Lieux de mémoire et de transmission, ces traces à forte valeur patrimoniale jalonnent la quasi-totalité des communes du département. Commémorant parfois un événement national, ces stèles et monuments apportent très régulièrement des informations sur un épisode précis (lieu d'un crash d'avion, d'un bombardement ou d'une exaction), contribuant ainsi à l'identification de sites. Ce recensement peut ainsi permettre d'anticiper des découvertes archéologiques lors de travaux, ou encore, de participer à des mesures de conservation des vestiges, souvent derniers témoins de ces hommes et de leurs actions.

De nombreux lieux de mémoire relatifs à la Seconde Guerre mondiale existent en Charente-Maritime le long des routes, au cœur de certains cimetières communaux ou sur certaines places de village. En l'absence de musée ou de sites commémoratifs pédagogiques, ces monuments, stèles et autres tombes militaires fondent les seuls lieux de mémoire facilement accessibles à un large public. Mais encore faut-il savoir qu'ils existent, connaître leur emplacement et les faits auxquels ils se rapportent. Au-delà de commémorer certains événements, ces lieux de mémoire illustrent la dimension mondiale de ce conflit. Des hommes venant d'Afrique, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, du Canada ou encore de Nouvelle-Zélande sont inhumés en Charente-Maritime, au sein de nombreux cimetières communaux ou militaires.

L'archéologie des camps de prisonniers est une thématique singulière dans les recherches sur les vestiges de la Seconde Guerre mondiale. Elle contribue, par l'étude des vestiges matériels, à pallier le manque de données sur certains lieux d'internement et sur leurs détenus¹⁹. Les archéologues de Charente-Maritime et de Gironde recensent, localisent et cartographient les camps de prisonniers depuis 2023. Encore limitées, ces recherches s'avèrent néanmoins prometteuses. En prospectant le territoire et en s'appuyant sur des documents d'archives, des témoignages ou divers souvenirs, ces camps oubliés peuvent être étudiés²⁰. Confrontés aux recherches archéologiques menées ailleurs en France, ces premiers résultats illustrent le potentiel qu'offre l'archéologie pour documenter cette partie souvent méconnue du conflit. Histoire complexe et douloureuse, la question des camps de prisonniers de guerre en Charente-Maritime et en Gironde mérite d'être davantage explorée. Cette extension récente des recherches archéologiques participe pleinement à la mise en avant d'une mémoire plus

¹⁹ Vincent CARPENTIER et Cyril MARCIGNY, « Les camps de prisonniers allemands. Un nouveau champ de recherche pour l'archéologie française », *Archéopages*, 39, 2014, p. 64-69.

²⁰ Charles WINCHESTER, « Approche archéologique des camps de prisonniers de guerre allemands du bassin d'Arcachon au sud de La Rochelle entre 1944 et 1947 », mémoire de recherche, université Bordeaux-Montaigne, bordeaux, 2025.

ordinaire, moins héroïque, parfois éloignée des interprétations historiques et commémoratives, éclipsant trop souvent le destin des milliers d'internés français et étrangers. Abandonnés rapidement après le départ des derniers prisonniers, ces camps ont tous disparu. Tandis que certains lieux d'internement subsistent dans la mémoire collective et, parfois, dans le nom de certaines rues, comme celle « Du camp des prisonniers 1940 » à Surgères, la plupart ont entièrement été démantelés. À Royan, plusieurs baraquements, miradors et clôtures de barbelés ont été récemment identifiés par les archéologues. Ils trahissent l'emplacement d'un camp de prisonniers encore en activité en août 1946, dont les vestiges ont totalement disparu du paysage, remplacés par des habitations et un supermarché.

Depuis une dizaine d'années, en France, la multiplication des découvertes d'édifices ou de tranchées liés à la défense passive a conduit à une prise en compte généralisée de ces vestiges²¹. Bien que développée plus tardivement en Charente-Maritime et en Gironde, depuis le début des années 2020, cette thématique s'est rapidement ancrée dans le champ de l'archéologie néo-aquitaine grâce à des résultats significatifs issus d'opérations variées. C'est à l'occasion d'une campagne de fouille programmée de l'abri Perpigna à Royan²², que l'intérêt d'étudier ces structures complexes et hétéroclites est apparu. L'année suivante, un diagnostic sur un ancien site ferroviaire, situé en périphérie de La Rochelle, révèle un exemplaire remarquable, documenté et évalué au même titre que les vestiges plus anciens. Ce travail préliminaire mena à sa considération par le Service Régional de l'Archéologie de Nouvelle-Aquitaine, lors de l'instruction d'une fouille préventive, exécutée en 2022, qui révéla un second abri inclus sans difficulté dans l'étude, tant les approches méthodologique et scientifique avaient été bornées en amont.

Aborder les traces de la défense passive permet à la fois d'élargir le spectre des vestiges à étudier et d'étendre géographiquement les recherches. Pour la Charente-Maritime, il est ainsi possible de rencontrer ce type de vestiges dans des villes situées en dehors des réduits allemands, comme à Rochefort et Saintes. Plusieurs opérations archéologiques et découvertes fortuites ont mis en évidence l'existence d'une importante variété d'abris, à l'architecture parfois complexe ou rudimentaire. Des abris bétonnés, construits par les troupes occupantes près des gares, côtoient des tranchées sommaires aménagées au cœur des sites industriels (Figure n°10 en annexe).

Dans le cadre des prospections thématiques, bon nombre de découvertes fortuites concernant des abris de défense passive sont enregistrées depuis 2021. Certains, menacés de destruction, sont étudiés préventivement – comme l'abri du dépôt ferroviaire de la gare Saint-Jean à Bordeaux en 2024 – tandis que d'autres, épargnés par les aménagements, n'intègrent

²¹ Michaël LANDOLT, « Quelques vestiges des abris de la défense passive dans l'agglomération messine (1937-1944) », *Le Pays Lorrain*, 95-1, 2014, p. 71-78 ; Q. BARIL et N. SAMUELIAN, « Des vestiges archéologiques d'un nouveau type : les tranchées-abris du programme de défense passive. Les exemples d'Olonne-sur-Mer (Vendée), Nanterre (Hauts-de-Seine) et Sauveterre-de-Guyenne (Gironde) », *Revue d'archéologie contemporaine*, 2, 2023, p. 145-158.

²² T. AUBRY, Nouvelle-Aquitaine, Charente-Maritime, Royan, Rue du Champ des Oiseaux, Un abri de la Défense Passive, rapport de fouille programmée, La Rochelle, SAD17, 2020, 98 p. ; *ID.*, Nouvelle-Aquitaine, Charente-Maritime, Royan, L'abri de Perpigna. Vestige oublié de la Seconde Guerre mondiale, rapport de fouille programmée, La Rochelle, SAD17, 2021, 108 p.

l'inventaire que pour mieux être documentés à terme. C'est le cas de l'abri passif mis au jour dans la rue Léon Blum à Bordeaux en 2023. Cependant, tous ces vestiges, parfois discrets dans le paysage urbain, n'amènent pas à une étude archéologique préventive et sont recensés principalement par les prospections thématiques. Souvent mises de côté par les études historiques sur les traces de la Seconde Guerre mondiale, les constructions liées à la défense passive font pourtant l'objet d'une documentation très abondante dans les fonds d'archives, qui les présente comme des archétypes standardisés. Dans les faits, l'archéologie démontre qu'elles se caractérisent par une multitude de formes (tranchées-abris, abris) dépendant de l'environnement dans lequel elles s'inscrivent (urbain, rural, industriel, militaire) et laissant des traces plus ou moins visibles de nos jours.

LES BASES D'UNE POLITIQUE DE CONSERVATION ?

Considérer les vestiges issus de la Seconde Guerre mondiale comme un véritable patrimoine, pouvant être le vecteur de recherches archéologiques, est un processus long et inégal en fonction des secteurs géographiques. Le déséquilibre entre les différents départements de Nouvelle-Aquitaine persiste également sur les questions de la patrimonialisation et de la conservation de ces traces matérielles et immobilières. Avant de définir les modalités dans lesquelles le travail des archéologues peut, et doit, s'inscrire pour trouver sa place dans les politiques de conservation de ce patrimoine, il convient de rappeler quelles menaces pèsent sur ces vestiges.

Les causes et raisons de la disparition du patrimoine mobilier et immobilier de la Seconde Guerre mondiale sont nombreuses et dépendent principalement du cadre environnemental des vestiges. Elles se caractérisent par des phénomènes tant naturels qu'anthropiques.

Dans les zones urbaines ou périurbaines, au lendemain de la Libération, une première phase de démolition a été entreprise afin de démilitariser l'espace public, de lui redonner sa fonction première et de favoriser la reconstruction collective. Les monuments ayant échappé à cette première série de destructions ont, ensuite, bien souvent été négligés et laissés à l'abandon ou bien privatisés. Ce n'est que très récemment que certains d'entre eux ont été réhabilités grâce à des politiques publiques pour en faire des lieux ouverts au tourisme culturel, plus ou moins associé à l'histoire du site. L'exemple le plus symbolique de cette réappropriation à Bordeaux est la base de sous-marins, devenue un lieu d'exposition d'art numérique. À l'heure actuelle, le principal risque de disparition pour les traces perdurant demeure la pression de l'aménagement urbain, dont l'intensité s'est accrue ces dernières années face aux mesures d'arrêt de l'artificialisation des sols progressivement mises en application.

Sur le littoral, l'importante et inéluctable érosion que connaît la façade atlantique – notamment les côtes girondines, oléronaises et rétaises – transforme le paysage depuis plusieurs dizaines d'années, en ensevelissant, en dégradant ou en déplaçant des vestiges archéologiques de toutes périodes confondues. Leur menace provient principalement des événements naturels, par les actions érosives de l'océan d'une part ou du dépôt éolien d'autre part, qui affectent la

plupart des structures concernées. Malgré quelques destructions ou ensevelissements intentionnels réalisés dans les années 1970 à 1990²³, l'activité anthropique, à l'inverse du secteur urbain, est paradoxalement bénéfique à leur préservation grâce aux actions de l'ONF ou des associations historiques, même si elles sont bien entendu limitées, et vaines sur le temps long.

En ce qui concerne le patrimoine mobilier, un facteur supplémentaire s'ajoute à ces contextes, le pillage. Qu'elle soit mercantile ou individualiste, la recherche d'objets sur des sites militaires ou des champs de bataille à l'aide d'un détecteur de métaux est une activité illégale particulièrement destructrice pour notre patrimoine commun, dont les départements de la Charente-Maritime et la Gironde ne sont pas exempts. À l'échelle nationale, cette problématique du pillage et du trafic de biens culturels – toutes périodes historiques confondues – a abouti depuis plusieurs années à une réelle mobilisation du ministère de la Culture, en collaboration avec les services dédiés de la Gendarmerie nationale, dans le domaine de la prévention et de la répression²⁴.

D'abord opportuniste, développée dans le contexte préventif, l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale participe aujourd'hui aux politiques de sauvegarde et de gestion de ce patrimoine dans de nombreuses régions – la Normandie en tête –, au même titre que pour les périodes plus anciennes²⁵. La démarche de prospections thématiques menée en Charente-Maritime et en Gironde ambitionne également de servir à la structuration des problématiques patrimoniales afin d'anticiper les disparitions prochaines, qu'elles soient liées aux phénomènes naturels ou à l'homme (urbanisme, pillages). Par des partenariats ou des conventions avec l'Office national des forêts, le conservatoire du Littoral ou encore le grand port maritime de Bordeaux, elles contribuent à leur volonté de connaître et de sauvegarder des vestiges localisés sur les territoires qu'ils administrent. Par ailleurs, ces missions de recensement doivent permettre, *a minima*, d'inclure ce patrimoine dans les zonages établis par le ministère de la Culture depuis 2004, alors qu'il en était exclu jusqu'à récemment, et ce, malgré les inventaires « Lemerle », spécifiquement tournés vers les traces militaires monumentales, sur les côtes charentaises et pourtant menés à l'initiative des Monuments Historiques en 1998 et 1999²⁶.

²³ Citons quelques exemples récents : septembre 2016, sur l'île de Ré, sur la commune de Saint-Clément-des-Baleines, destruction de quatre ouvrages allemands ayant notamment servi de décor au film *Le jour le plus long* ; mars 2017, destruction d'un ouvrage allemand au cœur de La Rochelle dans le cadre d'un projet immobilier sur le site de l'ancienne maternité ; juillet 2020, sur l'île d'Oléron, sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron, destruction d'un ouvrage allemand dans le cadre de l'aménagement d'un parking.

²⁴ Yann BRUN et M. LANDOLT, « Les champs de bataille terrestres des conflits contemporains : des milieux vulnérables et dangereux sous vigilance particulière », in C. BILLARD *et al.* (éd.), *Archéologie des conflits contemporains : méthodes, apports et enjeux d'une archéologie en construction. Actes des colloques de Verdun et de Caen (2018-2019)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2024, p. 191-202.

²⁵ V. CARPENTIER, *Pour une archéologie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Découverte-Inrap, 2022 ; C. BILLARD, « L'archéologie de la Seconde Guerre mondiale en Normandie : inventorier, étudier, protéger – Entre patrimonialisation et construction de la démarche archéologique », in C. BILLARD *et al.* (éd.), *Archéologie des conflits contemporains...*, *op. cit.*, p. 71-76.

²⁶ Éric LEMERLE, « Histoire et nouveaux usages des vestiges du Mur de l'Atlantique sur les littoraux des Pays de la Loire et de Poitou-Charentes », in Jean-Pierre BOIS (dir.), *Défense des côtes et cartographie historique*, Paris, Éditions du CTHS, 1999, p. 316-324.

Par ses différents modes d'approche – investigations de terrain, relevés, croisement des sources –, l'archéologie pose les premières pierres d'un processus dont l'aboutissement serait la proposition de protection, dès lors qu'elle est possible ; une finalité rarement affichée par les opérations archéologiques, dont l'objectif est limité au principe de conservation par l'étude, en raison du caractère singulier et inopiné de chaque instruction. Citons le cas du site de l'écoquartier de Bongraine à Aytré, où la volonté de préserver et de protéger, dans le paysage urbain du futur aménagement, un abri de défense passive découvert et étudié dans le cadre d'opérations archéologiques préventives (diagnostic en 2021, puis fouilles en 2022) constitue un remarquable exemple de l'apport de notre archéologie à la gestion de ce patrimoine de la Seconde Guerre mondiale.

En dépassant le cadre d'un site, les prospections thématiques menées en Charente-Maritime et en Gironde doivent permettre d'acquiescer ces mêmes réflexions à une échelle plus vaste. En faisant une rapide rétrospective sur les « retombées » indirectes des inventaires « Lemerle », on ne peut que se satisfaire de l'inscription au titre des Monuments Historiques des batteries d'artillerie allemandes « *Kora-Karola* » à Ars-en-Ré et « *Muschel* » à La Tremblade le 24 juillet 2002, à ce jour les deux seuls sites du second conflit mondial en Charente-Maritime à bénéficier de ce classement. Au même titre que les études monographiques de site, le travail de prospections en cours n'ambitionne bien évidemment pas un dénouement où chaque vestige aurait un statut juridique. Néanmoins, cette approche plurielle et multiscalaire rassemble de nombreuses informations – degré de rareté, état de conservation, risque de disparition à plus ou moins long terme, lacunes documentaires – pouvant faire office de « critères » conduisant à, voire imposant, des mesures de protection (Figure n°11 en annexe).

*

L'archéologie de la Seconde Guerre mondiale en Charente-Maritime et en Gironde connaît un développement significatif récent, depuis ses premiers pas au milieu des années 2010. S'appuyant sur des opérations variées, préventives ou programmées, elle bénéficie avant tout d'un réseau de chercheurs spécialisés et de structures soutenues par le ministère de la Culture, désireux de développer ces thématiques de recherche.

Tandis que certains vestiges de ce conflit sont parfaitement identifiables, constituant parfois des lieux à forte valeur patrimoniale, voire des lieux sanctuarisés, d'autres traces peuvent être plus discrètes. De nombreux éléments bâtis sont encore conservés au sein des villes, des villages et des forêts de la Charente-Maritime et de la Gironde. Des bunkers peuvent servir de fondations solides à une habitation, ou encore être transformés en cave idéalement tempérée. Certains obstacles, dressés initialement sur les plages pour empêcher un débarquement, se trouvent aujourd'hui encore en bordure de champs et de chemins pour délimiter des parcelles.

Parfois ces vestiges sont enfouis et laissent une empreinte dans la terre lorsque les conditions sont optimales. Des nuances de couleur du sol, des reliefs dans le paysage ou encore un développement particulier des cultures trahissent la présence de réseaux de tranchées,

d'abris, de bunkers ou même d'impacts d'obus. Ces stigmates de la violence de la guerre peuvent parfois se retrouver sur les façades de bâtiments, sous la forme d'impacts de balles et d'éclats d'obus ayant arraché un morceau de pierre ou de béton. Les archéologues enregistrent l'ensemble de ces empreintes, aussi bien dans des contextes urbains que ruraux, lors des opérations archéologiques, mais également lors de prospections de terrain. Aujourd'hui, près de 3 700 vestiges sont ainsi répertoriés et cartographiés au sein de ces deux départements néo-aquitains. Cet inventaire évolue continuellement au gré des nouvelles découvertes, de la collaboration avec les différents acteurs du patrimoine, des destructions et de l'évolution du trait de côte.

L'approche multiscale de ces traces fait apparaître tout l'intérêt de procéder à leur étude. Elle permet de les intégrer pleinement au champ de l'archéologie et offre l'occasion de fournir des problématiques pertinentes à la recherche scientifique et à leur sauvegarde. Seule la multiplication des études archéologiques permettra de structurer un discours pertinent, d'où la nécessité de développer une formation de spécialistes sensibles à ces questions.

ANNEXES



Figure n°4 : Les poches de résistance allemandes en Charente-Maritime et Gironde, © T. Aubry et Q. Baril

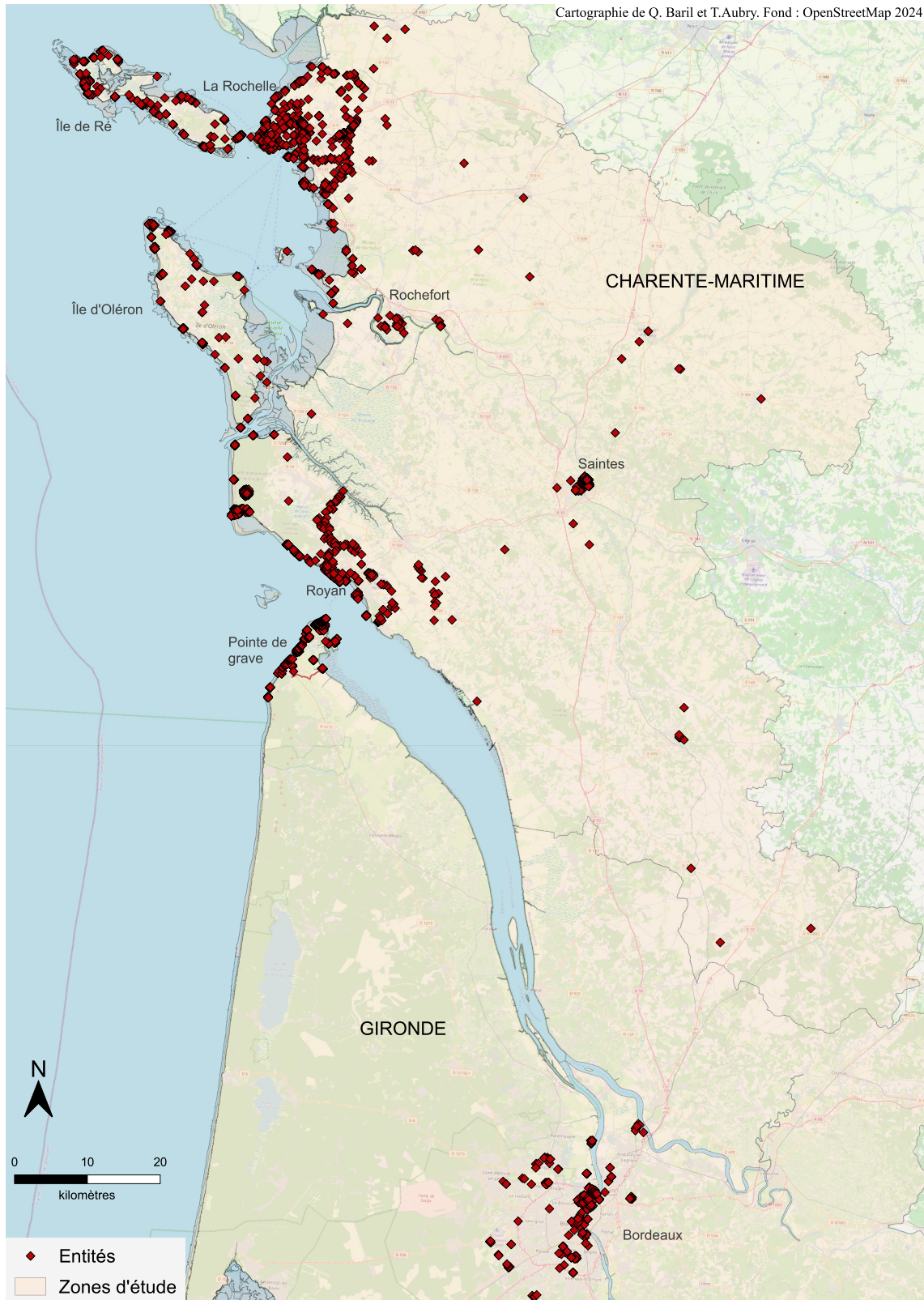


Figure n°6 : Carte des entités charentaises et girondines en lien avec la Seconde Guerre mondiale, © Q. Baril et T. Aubry



Figure n°8 : Tranchée défensive découverte au sein d'une positionnée fortifiée allemande dans le secteur de Royan © Dép.17



Figure n° 10 : Tranchée-abri découverte sur le site de l'arsenal de Rochefort, © Dép.17



Figure n°11 : Poste de commandement surmonté d'une tour d'observation et de direction de tir situé sur l'île de Ré et inscrit MH en 2002 (Batteries Karola-Kora-Kathe) © Dép.17

Résumé / abstract

Les littoraux charentais et girondins conservent de multiples traces de la Seconde Guerre mondiale. Outre cinq années d'occupation allemande, l'estuaire de la Gironde et les environs de La Rochelle ont également été le théâtre d'opérations terrestres et aériennes, durant les derniers mois du conflit, qui ont délimité trois fronts distincts. La matérialité de ce patrimoine, ainsi que la mémoire collective qui l'accompagne, font de la Charente-Maritime et de la Gironde deux secteurs propices à une recherche archéologique inédite. Alors que dans certaines régions pionnières, comme la Normandie ou l'Alsace, ces vestiges sont un objet d'étude à part entière pour l'archéologie, ces deux départements de Nouvelle-Aquitaine contribuent, depuis 2020, à l'essor de la discipline. À travers des prospections, des diagnostics ou des fouilles préventives et programmées, des archéologues spécialistes de ces questions construisent des outils adaptés à leur identification et leur recensement exhaustif. Ces recherches développent les connaissances, les problématiques et les enjeux liés à la conservation et la valorisation de ce patrimoine. En tissant des liens avec différents acteurs (DRAC, DRASSM, opérateurs d'archéologie et associations historiques, musées locaux), ces premières années de travail mettent en exergue une volonté commune de sauvegarder, par l'étude, des sites et des traces matérielles vulnérables. Faisant face à des menaces naturelles et anthropiques, leur disparition progressive du paysage renforce en effet la nécessité de leur considération. Par-delà cette recherche régionale en construction, l'intérêt porté par l'archéologie à ce passé récent devrait amener à des actions de conservation et de protection de ces traces dans les années à venir.

The coastlines of Charente-Maritime and Gironde bear numerous traces of the Second World War. In addition to five years of German occupation, the Gironde estuary and the area around La Rochelle were also the scene of land and air operations during the final months of the conflict, which delineated three distinct fronts. The tangible nature of this heritage, along with the collective memory associated with it, makes Charente-Maritime and Gironde two areas ripe for innovative archaeological research. While in some pioneering regions, such as Normandy and Alsace, these remains are a subject of study in their own right for archaeology, these two departments of Nouvelle-Aquitaine have been contributing to the development of the discipline since 2020. Through surveys, assessments, and preventive and planned excavations, archaeologists specializing in these matters are developing tools adapted to their identification and comprehensive cataloging. This research is developing knowledge, addressing the issues and challenges related to the conservation and enhancement of this heritage. By forging links with various stakeholders (Regional Directorates of Cultural Affairs, Departmental Directorates of Underwater Archaeological Research, archaeological operators and historical associations, local museums), these initial years of work highlight a shared commitment to safeguarding vulnerable sites and material remains through study. Facing both natural and human-induced threats, their gradual disappearance from the landscape underscores the need to preserve them. Beyond this developing regional research, the interest shown by archaeology in this recent past should lead to conservation and protection measures for these remains in the years to come.